

# LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°33 | 155<sup>e</sup> année | CHF 3.00

## AIDE AU DÉVELOPPEMENT

## «Contre la **privatisation** de la coopération»

**9** Entretien avec Andreas Missbach, le nouveau directeur d'Alliance Sud qui vient d'intégrer deux nouvelles ONG au sein de sa coalition des œuvres d'entraide suisses. Les défis à relever sont nombreux: augmenter l'aide au développement, faire évoluer les politiques fiscales et protéger la coopération des intérêts commerciaux.

éditorial  
PHILIPPE BACH  
LA PRESSE  
MUSELÉE  
PAR LE  
DROIT  
BANCAIRE

**3**

La bombe a éclaté dimanche. Credit Suisse a une nouvelle fois été attrapé les doigts dans le pot de confiture. Une enquête d'un consortium international de journalistes d'investigation a mis en évidence des pratiques d'un temps qu'on nous affirmait révolu: la banque aurait, pendant des années, accepté comme clients des autocrates, des trafiquants de drogue et d'êtres humains ainsi que des criminels de guerre présumés. Quelques 30 000 client-es, venant du monde entier, et pesant quelque 100 milliards de dollars (92 milliards de francs suisses)!

Credit Suisse dément et affirme que l'essentiel des cas problématiques [...] relèvent d'un passé «historique», où «les lois et les pratiques étaient très différentes d'aujourd'hui»<sup>1</sup>. Las, selon l'enquête publiée dimanche, ces agissements auraient eu cours jusque dans les années 2010.

Cerise sur le gâteau, il apparaît que le droit suisse a bloqué la participation des partenaires suisses habituels de ce consortium de journalistes, la cellule d'investigation de TX-Group. L'article 47 de la Loi fédérale sur la banque tel que modifié en 2015 permettrait d'embastiller pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans un-e journaliste qui publierait les informations contenues dans ces *Suisse Secrets*, le nom de code de ces fuites! Reporters sans frontières relève que cette législation fait peser «une menace inadmissible sur la liberté de la presse». Les journaux du consortium d'investigation ont même publié un appel pour défendre la liberté d'informer de leurs homologues suisses.

Un peu humiliant pour la Suisse, tout de même, quand des grands médias internationaux doivent défendre des droits fondamentaux et la démocratie avec des termes qu'on réserve généralement aux Républiques bananières. Mais lorsqu'on s'inspire des législations de ces dernières, on s'expose à de tels risques. |

<sup>1</sup> Le Monde du 20 février.

**8 UKRAINE**

## Le Kremlin porte un coup **fatal** aux accords de Minsk



A l'annonce de la reconnaissance par Moscou de l'indépendance des régions séparatistes de l'est de l'Ukraine, des habitants agitent des drapeaux russes dans les rues de Donetsk. KEYSTONE

**4 GENÈVE**

La Puff, une cigarette électronique **jetable** interdite aux Etats-Unis en 2020, fait un tabac chez les jeunes.

**5 NEUCHÂTEL**

Le canton annonce un plan d'action contre les **violences** domestiques ce printemps.





Alliance Sud accueille deux organisations de plus et se dote d'un nouveau directeur. Les ONG de la coopération cherchent à se renforcer face au tournant conservateur de la Confédération

## «Ne pas mêler aide et intérêts»

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTOPHE KOESSLER

**Coopération** ► L'année passée, la coalition des œuvres d'entraide suisses fêtait ses cinquante ans d'engagement en faveur de relations Nord-Sud équitables. C'est en partie grâce à elle si les budgets de la coopération avec les pays pauvres ont augmenté depuis lors, atteignant 0,48% du revenu national. Connue sous le nom de Communauté de travail jusqu'en 2005, elle a ensuite pris le nom d'Alliance Sud, réunissant six organisations actives dans le secteur: Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain (PPP), Helvetas, Caritas et Eper. Aujourd'hui, alors que PPP et l'Eper viennent de fusionner, l'union s'élargit à deux nouvelles ONG – Terre des hommes Suisse et Solidar – et se dote d'un nouveau directeur, en la personne d'Andreas Missbach, jusqu'ici responsable du dossier matières premières pour Public Eye. L'occasion de faire le point sur cette alliance à l'heure où exiger davantage de cohérence des politiques suisses en matière de développement fait plus sens que jamais. Interview.

### Quelles sont les principales missions d'Alliance Sud en Suisse aujourd'hui?

**Andreas Missbach:** Nous visons d'une part à faire augmenter le volume de l'aide au développement. La Suisse est encore loin d'atteindre le 0,7% du revenu national consacré à la coopération préconisé par l'ONU. Notre autre objectif est d'obtenir une plus grande cohérence: la politique fiscale de la Suisse, par exemple, facilite la fuite de capitaux provenant des pays pauvres et les compagnies suisses opérant à l'étranger ne paient souvent pas leur part équitable de taxes dans ces pays, comme le dernier scandale en date du Credit Suisse le montre encore une fois (*lire notre édito et en page 3, ndlr*).

### Quelles seront vos priorités en tant que nouveau directeur?

Je dirais qu'il y a une priorité que l'actualité impose aujourd'hui:



Les œuvres d'entraide suisses, comme Helvetas, viennent en aide à des dizaines de milliers de personnes de par le monde. Ici, une famille vivant dans une tente de fortune à Gaza depuis que leur maison a été détruite par des chars israéliens. KEYSTONE

contre la tendance du Conseil fédéral à confier la coopération au développement au secteur privé, en particulier aux grandes entreprises suisses. Il ne faut pas confondre les intérêts commerciaux helvétiques avec ceux des populations dans les pays en développement. Avec Ignazio Cassis (*conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, ndlr*), cette logique s'est accentuée à la DDC, alors qu'elle était déjà très prégnante au sein du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Un autre dossier sur lequel nous devons davantage travailler est le lien entre le changement climatique d'un côté et l'aide au développement, le commerce et les politiques fiscales de l'autre.

**Le Département des affaires étrangères met désormais explicitement les intérêts de la Suisse dans la balance pour mener sa politique de coopération, y compris en considérant que l'aide devrait freiner la migration vers la Suisse. Qu'en pensez-vous?**



«Le soutien apporté aux réfugiés en Suisse ne devrait pas être comptabilisé dans le budget de la coopération au développement»

Andreas Missbach

L'aide doit être désintéressée. Ce serait totalement erroné d'être motivé par l'aide comme un moyen de prévenir les migrations vers la Suisse. Malheureusement, la situation mondiale fait que de plus en plus de personnes sont amenées à quitter leur pays, d'ailleurs la plupart des migrations se passent à l'intérieur des pays et entre pays voisins, non à longue distance. D'autre part, le soutien apporté aux réfugiés en Suisse ne devrait pas être comptabilisé dans le budget de la coopération au développement. C'est autorisé par les directives de l'OCDE mais cela ne fait pas de sens.

### Quels autres dossiers sont sur le dessus de la pile d'Alliance Sud?

La question de la taxation des multinationales reste prioritaire. L'adoption par l'OCDE d'un socle d'imposition de 15% est un pas dans la bonne direction, dans le sens où c'est la première fois qu'une règle internationale est adoptée dans le domaine. Mais ce taux est

bien trop bas et cette nouvelle réglementation n'empêchera pas l'évasion fiscale depuis les pays en développement. Au final, les Etats du Sud ne bénéficieront pas de cette réforme. Il faut continuer à travailler sur ce dossier.

### Votre coalition accueille en son sein deux nouvelles organisations, Terre des hommes Suisse et Solidar. Pourquoi?

Alliance Sud a modifié ses statuts pour devenir une association, qui peut maintenant accueillir davantage de membres. Plus nous comptons de membres solides, plus notre voix sera forte. Nous souhaitons être rejoints par d'autres, y compris de plus petites organisations qui partagent nos valeurs et objectifs. Cela peut être des organisations de droits humains et de défense de l'environnement également, pas uniquement celles de la coopération, à condition qu'elles aient un fort intérêt pour les questions de développement.

### L'initiative pour des multinationales responsables, dans laquelle Alliance Sud a beaucoup investi, a été refusée en votation en 2020, et les suites données par le Conseil fédéral n'apportent pas grand-chose. Est-ce un échec?

Cette initiative constitue en réalité l'un des plus grands succès de la communauté des ONG en Suisse durant la dernière décennie. Nous avons montré que la société civile est capable de se rassembler dans un but commun. Il n'y avait jamais eu de coalition aussi grande: les organisations non gouvernementales se sont alliées avec les syndicats, les églises et de très nombreuses petites et moyennes entreprises. Lorsque nous avons lancé cette initiative, personne ne pensait qu'il serait possible de réunir une majorité des votes et pourtant nous avons réussi. Nous avons buté sur le système particulier à la Suisse qui requiert aussi la majorité des cantons.

Si nous n'avons pas réussi à faire passer l'initiative, nous nous attendons tout de même à des changements dans le moyen terme grâce à elle. La Suisse ne pourra pas continuer à faire cavalier seul en Europe, plusieurs pays ont déjà adopté des lois obligeant les multinationales à un devoir de diligence en matière de droits humains. L'Union européenne devrait présenter son projet en la matière très bientôt. Nous avons préparé le terrain en Suisse pour un changement majeur et les ONG helvétiques ont joué un rôle important dans l'évolution de la situation en Europe également. Notre coalition reste très active en Suisse pour faire avancer ce dossier.

### Forts de cette expérience, envisagez-vous de lancer des initiatives dans d'autres domaines?

Nous y pensons sérieusement. Mais cela ne peut fonctionner que si une large coalition peut se former et que celle-ci soit vraiment décidée à y œuvrer de manière déterminée. Cela représente énormément de travail. |

## Le Brésil tancé par les Nations unies

**Droits humains** ► Les expertes de l'organe de prévention de la torture des Nations unies (ONU) ont rappelé à l'ordre le gouvernement de Jair Bolsonaro le 11 février, à la suite de leur visite au Brésil. La principale préoccupation des expertes est d'ordre institutionnel. En juin 2019, Jair Bolsonaro a publié un décret présidentiel qui, selon l'ONU, affaiblit gravement le système de prévention de la torture. En vertu du décret controversé, les membres du mécanisme national de prévention et de lutte contre la torture (MNPCT) ne seraient plus rémunérés et devraient travailler sur la base du volontariat. En outre, le gouvernement a décidé unilatéralement de réduire considérablement son soutien au secrétariat

du MNPCT. Une décision du Tribunal suprême électoral est attendue dans les prochaines semaines sur la légalité de ce décret.

L'experte libanaise Suzanne Jabbour, qui a dirigé la mission du 31 janvier au 4 février, a insisté pour que «la décision de démanteler le mécanisme national de prévention de la torture soit abandonnée». Le Brésil, comme chaque Etat membre du Protocole facultatif à la Convention contre la torture (OPCAT), est tenu d'établir des mécanismes nationaux de prévention fonctionnels et indépendants. Ces organes sont chargés d'effectuer des visites régulières dans les lieux de privation de liberté, dans le cadre des efforts visant à prévenir la torture et les mau-

vais traitements et à améliorer les conditions de détention.

**Trois semaines à peine** avant la mission de l'ONU au Brésil, la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) et le Bureau régional pour l'Amérique du Sud des droits humains de l'ONU ont condamné les récents assassinats de militant·es écologistes et de défenseur·euses des terres dans ce pays d'Amérique du Sud. Le 9 janvier 2022, les corps de José Gomes, de sa femme Marcia et de leur petite fille Joene ont été retrouvés dans la région de São Félix do Xingu, dans l'Etat du Pará, en Amazonie brésilienne. La famille Gomes était connue pour avoir libéré de jeunes tortues et pour avoir défendu

la terre et la protection de l'environnement. La veille, c'est l'agriculteur José Francisco Lopes Rodrigues qui a été attaqué. Ce défenseur de la terre a été hospitalisé après avoir été victime, avec sa petite-fille de dix ans, d'une attaque à main armée à son domicile dans l'Etat de Maranhão.

Depuis l'arrivée au pouvoir du président Bolsonaro, les organisations de la société civile et les mouvements sociaux considèrent que le Brésil est l'un des pays les plus dangereux de la région pour la défense et la protection de l'environnement et des droits sociaux.

Le Rapport mondial 2022 de Human Rights Watch critique également le gouvernement brésilien. Entre autres, pour avoir menacé «le système démocratique

en tentant de saper la confiance dans le système électoral, la liberté d'expression et l'indépendance de la justice». Egalement pour sa mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19, ainsi que pour sa politique en faveur de la déforestation qui continue de ravager la forêt amazonienne. «Les peuples indigènes et les autres communautés qui défendent la forêt tropicale ont été la cible de menaces et d'attaques», indique le rapport, qui compile des données pour l'année 2021. Ce rapport se fonde sur les informations fournies par le Forum brésilien pour la sécurité publique (FBSP), qui indique que la police a tué plus de 6400 personnes en 2020.

SERGIO FERRARI

\* Traduction Rosemarie Fournier